

LA PRESSE EN REVUE...



VENDREDI 9 MAI 2014

SOMMAIRE

- 1) Il va y arriver
- 2) La droitisation du PS
- 3) Il s'engage
- 4) Les listes dominantes
- 5) L'extrême divorce



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Cambadélis veut faire débattre Le Pen et Schulz



Selon les informations d'Europe 1, Jean-Christophe Cambadélis s'est désisté pour laisser la place au socialiste Martin Schulz, président du Parlement européen. © MAXPPP

INFO E1 - Le patron du PS s'est désisté de l'émission Des paroles et des actes, sur France 2, au profit du socialiste allemand face auquel Marine Le Pen avait refusé de débattre, le 10 avril.

Martin Schulz et Marine Le Pen vont-ils finir par débattre ensemble ? Histoire de mobiliser les Français pour un scrutin loin de les passionner, tous les chefs des différents partis politiques ont accepté de débattre ensemble des élections européennes sur France 2, dans l'émission Des paroles et des actes (DPDA), le 22 mai. Tous, sauf Jean-Christophe Cambadélis.

Selon les informations d'Europe1, le Premier secrétaire du PS s'est désisté pour laisser la place au socialiste Martin Schulz, président du Parlement européen et candidat à la présidence de la Commission européenne. Officiellement, le PS justifie son geste par une volonté d'europaniser le débat. Mais en faisant cela, Jean-Christophe Cambadélis ne manquera pas de mettre mal à l'aise Marine Le Pen, également invitée. "

<http://www.youscribe.com/catalogue/tous/actualite-et-debat-de-societe/politique/lettre-de-jean-christophe-cambadelis-a-france-2-2445336>

europel.fr

II) «Le recentrage sans fin du PS doit être qualifié de droitisation»

Cécile DAUMAS



Un manifestant, le 1er mai 2014. (Photo : ALAIN JOCARD.AFP)

Il y a deux ans, François Hollande était élu président de la République. Deux années de réalisme économique ou de long désenchantement ?

Eric Fassin sociologue, professeur à l'Ecole normale supérieure (ENS)

Il y a deux ans, François Hollande était élu président de la République. Deux années de réalisme économique ou de long désenchantement ? Sociologue, professeur à l'université Paris-VIII, Eric Fassin (1) dresse un sévère bilan de cette gauche au pouvoir qui aurait perdu, dès le premier jour, ses priorités et ses valeurs. Il vient de publier Gauche : l'avenir d'une désillusion.

Hollande, un Sarkozy à visage humain, dites-vous dans votre livre : il ne s'agit plus de savoir s'il est encore socialiste ou bien passé à la social-démocratie... Selon vous, il est le fossoyeur de la social-démocratie. Exagéré non ?

Le Président «s'assume» social-démocrate, et la presse applaudit, à commencer par Libération. Mais le pacte de responsabilité s'adresse au patronat, pas aux syndicats. Or la social-démocratie suppose un arbitrage entre capital et travail. Hollande a raison de refuser le terme «social-libéral» : son gouvernement n'est guère «social». En outre, il est vrai que «l'Etat prend l'initiative» ; mais c'est au service des entreprises, des banques et des marchés. C'est donc un Etat néolibéral et non libéral. «Hollande nous débarrasse du socialisme», jubile Alain Minc, comme «Mitterrand nous avait débarrassés du communisme».

Mais Hollande n'a-t-il pas fait preuve, au contraire, de réalisme économique alors que souvent on reproche à la gauche d'être irréaliste dans ce domaine ?

Drôle de réalisme économique qui tourne le dos aux analyses des économistes... On nous répète que «trop d'impôt tue l'impôt». Mieux vaudrait rappeler que l'austérité tue la prospérité, sauf pour quelques-uns. Elle réduit le pouvoir d'achat, précarise l'emploi... et favorise les rentes ! Qui peut croire que l'argent donné aux entreprises bénéficiera à l'emploi, et non aux actionnaires ? Ce que les gouvernants socialistes appellent

réalisme, c'est un renoncement aux valeurs et à l'intelligence de la gauche, comme si la réalité était forcément de droite. Or, au Bourget, le candidat nommait son ennemi («la finance») et déclarait aussi : «Il n'y a jamais, je dis bien jamais, une seule politique possible, quelle que soit la gravité de la situation». Il dit aujourd'hui le contraire - tel François Mitterrand en 1983. C'est le triomphe posthume de Margaret Thatcher : «Il n'y a pas d'alternative !» Autrement dit, il n'y a pas de politique : l'illusion «réaliste» tue la démocratie. Car s'il n'y a pas d'alternative, les électeurs choisissent soit l'abstention soit le Front national qui dénonce «l'UMPS».

Après la claque des municipales infligée aux socialistes, pourquoi avoir nommé Manuel Valls alors que les électeurs semblaient en demande d'une politique plus ancrée à gauche ?

On ne change pas une équipe qui perd... Les socialistes ne sont pas plus pragmatiques que réalistes. Les électeurs de gauche jugent le gouvernement trop à droite ; ceux de droite, trop à gauche. Bref, la droitisation ne plaît ni aux premiers ni aux seconds. Pourquoi s'entêter ainsi ? C'est un effet de l'hégémonie idéologique de la droite. Nos gouvernants croient qu'ils n'ont pas le choix. Et pour faire avaler la pilule néolibérale aux électeurs, on prétend les distraire par une posture d'autorité. D'où la «chasse aux Roms» - sous Hollande, dès 2012, comme avec son prédécesseur, en 2010 (2). C'est ainsi que Valls devient Premier ministre : le menton volontariste, imité de Sarkozy, vise à faire oublier l'absence de volonté de changement. Mais les politiques sécuritaires et identitaires ne garantissent pas la popularité - en témoignent la cote de Hollande aujourd'hui comme celle de Sarkozy hier. Pire, cela revient à accréditer une vision de monde inspirée du FN. C'est donc une stratégie suicidaire.

Le mariage pour tous est sans doute une des grandes réformes de gauche de Hollande. Pourtant, cette avancée est souvent considérée comme un «divertissement» par rapport à la crise économique.

Lutter contre les discriminations, un «divertissement» ? Voilà bien l'hégémonie langagière de la droite... Pourquoi choisir entre égalité économique et sexuelle ? Quitte à être diverti, je préfère l'être par un recul des inégalités

que par la persécution des Roms... S'il y a encore aujourd'hui une différence entre la majorité et l'opposition, c'est sur les questions sexuelles. La droite a renoncé à la modernité sexuelle, dont elle tirait naguère argument contre les immigrés. Quant aux socialistes, ils ont fait adopter le mariage pour tous. Toutefois, on voit bien qu'avec Valls, cette parenthèse est refermée - sans que soit infléchie la politique économique.

La gauche de Hollande a-t-elle fait une croix sur le peuple ?

On s'inquiète, à juste titre, que la gauche se coupe du peuple. Encore faut-il s'entendre : est-ce vraiment la gauche qui nous gouverne ? Et de quel peuple parle-t-on ? Le socialisme «moderne» de Terra Nova, qui sacrifie le peuple aux minorités, s'est opposé à la «Gauche populaire», qui sacrifie les banlieues au péri-urbain. Mais les deux s'accordent sur l'essentiel, soit l'opposition entre classes populaires et minorités racialisées. Or aujourd'hui, celles-ci constituent une part importante de celles-là : le peuple n'est pas exclusivement blanc ! Changer le peuple, c'est donc le redéfinir. Pour cela, il faut renoncer à croire que la politique ne ferait que refléter le peuple : elle contribue à le produire. Les politiques ont vocation à proposer des représentations concurrentes de la société. Les socialistes au pouvoir semblent y avoir renoncé.

La gauche peut-elle reprendre la main ?

La droite décomplexée (voire éhontée) suppose une gauche complexée (voire honteuse) : la première impose son vocabulaire, la seconde va sur son terrain. Comment rompre avec cette hégémonie ? Par exemple, le droit de vote aux étrangers non communautaires pour les élections locales aurait offert un levier : la xénophobie politique aurait été sanctionnée dans les grandes villes. Mais il n'y a pas que la politique gouvernementale ; il faut penser aussi ce que le philosophe Michel Feher a appelé «politique non gouvernementale». Aux Etats-Unis, la droite religieuse a démontré qu'une minorité agissante pouvait se faire passer pour une majorité. A nous d'en faire autant, pour peser plus que notre poids électoral ! Il faut mobiliser, autour de causes spécifiques, ce que j'appelle des «publics», au service de l'intérêt public. Car le public, ce n'est plus seulement, ni forcément, l'Etat, à l'heure où

le néolibéralisme en fait sa chose.

En 2017, vous imaginez dans votre livre un second tour UMP - FN... La stratégie de recentrage ou de droitisation, de la gauche est-elle vouée à l'échec ?

Mais il y a de quoi avoir peur ! Depuis 2002, le recentrage sans fin du Parti socialiste doit bien être qualifié de droitisation... Or, si le gouvernement imite la droite, comme la droite imite l'extrême droite, on le sait, les électeurs préfèrent souvent l'original à la copie. C'est la pente sur laquelle nous glissons. Hollande, pour une fois réaliste, n'a-t-il pas déjà évoqué sa non-candidature à l'élection présidentielle de 2017 ?

(1) Il est aussi chroniqueur à «Libération». (2) «Roms & Riverains», d'Eric Fassin, Carine Fouteau, Serge Guichard et Aurélie Windels, La Fabrique, 2014.

Liberation.fr-Recueilli par Cécile Daumas

III) François Hollande s'engage pour les européennes



Le Nouvel Observateur avec AFP

Dans une tribune publiée par "Le Monde", le président de la République estime que "sortir de l'Europe" reviendrait à "sortir de l'Histoire".



François Hollande (CHRISTOPHE ENA - AFP)

A près de deux semaines des élections européennes du 25 mai, François Hollande met en

en garde, jeudi 8 mai, les Français contre les populismes et la tentation de "sortir de l'Europe" qui reviendrait selon lui à "sortir de l'Histoire", appelant à opter plutôt pour une "Europe volontaire".

Dans une tribune publiée par "Le Monde" le jour anniversaire de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie, le chef de l'Etat rappelle "l'avertissement solennel de François Mitterrand, dans son dernier discours devant le Parlement européen : 'le nationalisme, c'est la guerre !' et "cette évidence fondatrice : l'Europe, c'est la paix !"

François Hollande la juge cependant "menacée" par les "forces (qui) cherchent à la défaire en spéculant sur la déception, en misant sur le découragement, en exhumant les peurs" alors qu'en France, le Front national pourrait être, selon les sondages, la première force politique au soir du 25 mai.

Il évoque les étrangers désignés comme des "boucs émissaires", la "discorde religieuse" ou l'opposition des "identités nationales à l'engagement européen".

« *Sortir de l'Europe, c'est sortir de l'Histoire* », affirme aussi le chef de l'Etat, estimant que l'abandon de l'euro serait "un piège, celui du déclin national »

Pour autant, il reconnaît que l'Union européenne "déçoit", par "son impuissance" face au chômage ou ses "institutions et ses règles compliquées". Mais il s'agit selon lui "de choisir une Europe frileuse ou une Europe volontaire".

Pour une "Europe du progrès"

Le président de la République "oppose" cette vision de l'Europe à celle d'une Europe de la "dilution" qui repose selon lui sur "une vision minimale, commerciale, 'apolitique' de l'Europe, qui ne voit en elle qu'un marché, qu'un espace monétaire sans gouvernance".

Cette dernière, ajoute-t-il, n'est "qu'une somme de règles et fait de l'Union une entité sans âme et sans autre projet que celui d'accueillir les candidats qui frappent à sa porte".

Lui-même plaide pour une Europe "qui agit là où on l'attend, qui clarifie ses modes de décision,

allège ses procédures, avance plus vite avec les pays qui le veulent, se concentre sur les défis à venir".

« Cette Europe est celle qui, à partir de la zone euro, redonne de la force à l'économie, met fin à l'austérité aveugle, encadre la finance avec la supervision des banques, fait de son grand marché un atout dans la mondialisation et défend sa monnaie contre les mouvements irrationnels »

Le président de conclure : "La France veut plus que le progrès de l'Europe, elle veut l'Europe du progrès".

nouvelobs.com

IV) Élections européennes : un mode de scrutin faussement proportionnel

Le mode d'élection des représentants des États membres de l'UE relève du libre choix de chaque pays. En France, il favorise les listes dominantes.



Le 25 mai, nous sommes appelés à élire 74 députés européens dans huit circonscriptions. Un mode d'élection peu usité dans l'Union européenne où seuls cinq États disposent de plusieurs circonscriptions, justifiées parfois, comme en Belgique, par des différences linguistiques. Cette spécificité française, autorisée par l'UE qui réclame juste que l'élection au Parlement européen soit à la proportionnelle, est relativement récente. Avant 2004, le scrutin se déroulait dans une circonscription nationale unique. Cette élection constituant même, à sa création en 1979 [1], la seule élection de liste à la proportionnelle.

Mais en 2003, le gouvernement de Jean-Pierre

Raffarin décide de changer de système. La principale raison invoquée pour justifier cette réforme est que le nouveau mode permettrait lutter contre l'abstention croissante qui menace cette élection plus que toute autre. Alors que le gouvernement issu de la catastrophe électorale du 21 avril 2002 se veut en empathie avec « la France d'en bas », le nouveau scrutin est censé

➤ rechercher une plus grande proximité entre les électeurs et leurs élus ;

➤ assurer une meilleure représentation de la diversité géographique de notre pays.

Ces objectifs ont été repris par le socialiste Thierry Repentin, ministre délégué aux Affaires européennes, devant l'Assemblée nationale, le 28 mars 2013, pour refuser une proposition de loi du PRG qui visait à un retour à une circonscription nationale :

« Ce que nous voulons tous, c'est une Europe plus proche des citoyens. La territorialisation du scrutin a un avantage indéniable : elle crée les conditions favorables à une campagne concrète sur l'impact de la politique européenne, avec des candidats et des candidates identifiées au territoire. (...) D'ailleurs, l'Europe elle-même raisonne en termes de régions, notamment en ce qui concerne les fonds de cohésion. »

Ce mode de scrutin est pourtant très loin d'avoir fait la preuve des vertus qu'on lui prête.

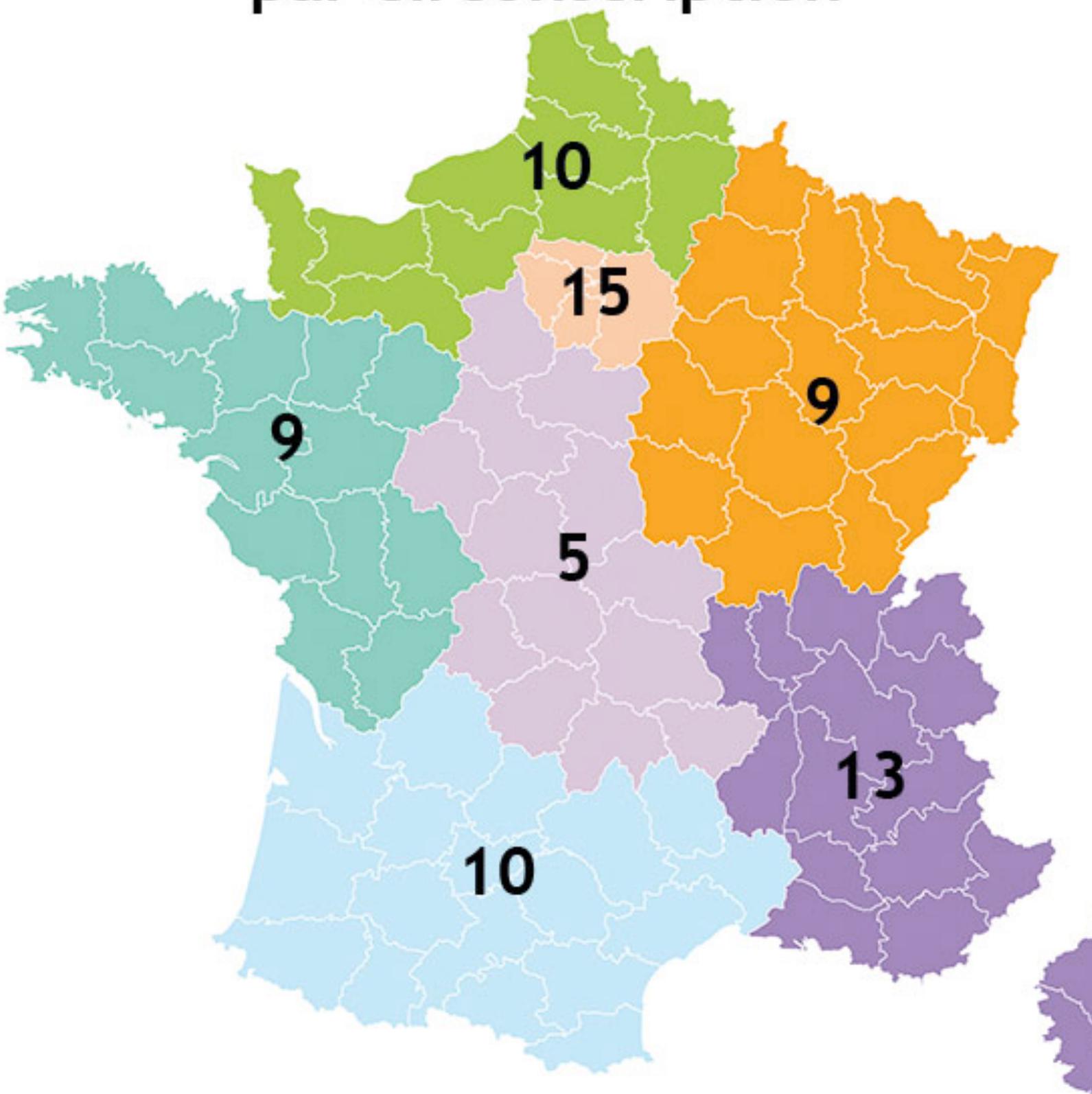
➤ L'abstention n'a pas reflué.

➤ Les élus ne sont pas moins qu'avant désignés par les partis qu'ils représentent.

➤ Si les campagnes européennes flattent parfois un certain localisme, elles manquent les vraies enjeux de l'élection qui, eux, sont avant tout européens.

➤ Les députés européens sont bien incapable d'incarner un territoire puisque leurs circonscriptions inter-régionales ne présentent aucune cohérence d'ordre géographique, historique, économique, social ou culturel (voir carte ci-dessous). Et l'Île-de-France, qui faisait exception, devient cette année la circonscription de rattachement des Français résidents à l'étranger, ce qui lui permet de récupérer deux élus supplémentaires.

Nombre de députés européens par circonscription



Une proportionnelle largement fictive

Ce scrutin a surtout un défaut de taille : celui de ne plus être tout à fait un scrutin proportionnel. Quand l'élection se faisait dans une circonscription nationale unique, il suffisait qu'une liste obtienne 5 % des voix pour avoir un élu. En théorie, la règle n'a pas changé (art. 14 de la loi du 11 avril 2003). Mais en pratique, dans le cadre des interrégions, ce seuil est beaucoup plus élevé. Lors du dernier scrutin de juin 2009, le NPA n'a obtenu aucun siège, bien que cinq de ses listes, aient obtenu entre 5,13 % et 5,8 % dans les circonscriptions Nord-Ouest, Ouest, Est, Sud-Ouest et Massif central-Centre. Dans cette dernière, les listes du FN (5,12 %), du Front de gauche (8,07 %) et du MoDem (8,14 %) n'avaient également eu aucun élu.

L'explication de cette anomalie démocratique est simple. Moins une circonscription compte d'élus, plus le seuil nécessaire pour en décrocher un, appelé quotient électoral [2], est élevé. Ce principe de base, qui dessert les listes qui n'arrivent pas en tête des suffrages, est renforcé par le mode de scrutin retenu. En l'occurrence, le législateur a opté pour une répartition des sièges à la proportionnelle, suivant la méthode de « la plus forte moyenne », également appelé méthode d'Hondt (Pour des explications sur ce mode de calcul, voir ici). Cette méthode a la propriété de donner l'avantage aux listes dominantes quand un autre méthode, la proportionnelle « au plus fort reste » favorise la représentation des minorités.

Ces deux caractéristiques du scrutin (le découpage interrégional et la proportionnelle à la plus forte moyenne) se combinent donc pour rendre ce scrutin, qui n'a de proportionnel que le nom, inégalitaire, puisque d'une circonscription à l'autre le seuil à partir duquel on obtient un siège de député européen peut différer sensiblement .

Le mode de scrutin se complexifie encore dans la 8e circonscription (3 sièges) qui regroupe l'ensemble des départements et territoires d'outre-mer. Cette circonscription compte trois « sections » (Atlantique, Océan indien, Pacifique), les députés élus au final devant être obligatoirement issu d'une section différente (Voir les explications de ce mode de scrutin complexe sur le site du ministère de l'Intérieur).

L'un des objectifs du changement de mode de scrutin de 2003, avoué à demi-mot, était de

contrarier la poussée du FN qui venait de qualifier son leader au second tour de l'élection présidentielle. D'où la moindre représentation des petites formations, allant jusqu'à leur élimination : de 1999 à 2004, LO avait 3 députés européens et la LCR, ancêtre du NPA, 2. Mais si le mode de scrutin actuel a effectivement contribué, en 2004 et 2009, à diminuer le nombre d'élus lepénistes (3 députés sortants), il pourrait bien le gonfler cette année.

[1] Année de la première élection des représentants français au Parlement européen.

[2] Le quotient électoral est égal au nombre de votes divisé par le nombre de sièges. C'est ce chiffre qui va ensuite servir à attribuer les sièges de chaque liste en divisant son nombre de voix par le quotient

Par Michel Soudais

politis.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Entre Robert Ménard et le Front national, le divorce extrême



Par Paul Laubacher

Le maire de Béziers a nommé comme directeur de cabinet l'ancienne éminence grise de Jacques Bompard, le maire d'extrême droite d'Orange. Ce qui ne plaît pas au FN.



Robert Ménard, candidat soutenu par le FN à Béziers (AFP PHOTO JOEL SAGET)

Entre Robert Ménard et le Front national, qui est le plus extrême ? Le compagnon de Marine Le Pen, Louis Aliot, a bien une réponse. Elle est étonnante et cocasse. Le vice-président du FN a vu, mercredi 7 mai, une "contradiction" dans le fait que le maire de Béziers Robert Ménard se démarque du parti d'extrême droite tout en engageant à son cabinet des gens "beaucoup plus radicaux que ne le sera jamais le Front National".

"C'est vrai qu'il y a peut-être une certaine contradiction en disant 'je ne suis pas Front National' comme s'il avait en face de lui un épouvantail, tout en prenant à son cabinet des gens qui sont beaucoup plus, beaucoup plus radicaux que ne le sera jamais le Front National", a-t-il déclaré sur France Culture.

L'idéologue radical André-Yves Beck

Quelques jours après son élection, Robert Ménard a nommé comme directeur de cabinet André-Yves Beck, ancien collaborateur de Jacques Bompard à la mairie d'Orange. Une nomination sulfureuse qui permet d'entrevoir ce que pourrait devenir la ville de Jean Moulin sous la coupe de son nouveau maire, dont la candidature aux

municipales était soutenue par le FN.

C'est aussi une contradiction de plus pour l'ancien secrétaire général de Reporter sans frontières qui, avant son élection, avait mené une campagne qui se voulait "rassurante".

André-Yves Beck, comme le rappelle Rue89, a été membre de Troisième voie, un des groupuscules d'extrême droite dissous par son fondateur Serge Ayoub à la mort du jeune antifasciste Clément Méric. Le nouveau directeur de cabinet de Robert Ménard est aussi le fondateur de Nouvelle Résistance, un groupe se réclamant du "fascisme dans sa version anticapitaliste", selon les mots de "Libération".

"Le Monde" révèle aussi qu'il a été "engagé en Croatie pendant la guerre en ex-Yougoslavie, et fut proche de la direction des Identitaires". "Plusieurs cadres affirment qu'il est allé combattre, comme d'autres jeunes néofascistes européens, dans la Légion noire croate, lors de la guerre en ex-Yougoslavie", relate le quotidien du soir.

La "purge" des bibliothèques d'Orange

André-Yves Beck a dirigé la communication de Jacques Bompard pendant 19 ans. Il est l'homme de l'ombre, l'idéologue et la matière grise du maire d'Orange et de la Ligue du Sud, le microparti d'extrême droite des Bompard. Un de "ses faits d'armes" tristement célèbre aura été "la purge" des bibliothèques municipales d'Orange après que l'arrivée du FN au pouvoir en 1995.

"André-Yves Beck a été un adversaire acharné du Front National et de Jean-Marie Le Pen depuis toujours, nous ne partageons pas les valeurs de son combat", fait valoir Louis Aliot. Le vice-président du FN oublie de préciser que André-Yves Beck est entré au FNJ en 1983, attiré par le discours de Jean-Marie Le Pen, avant de quitter le parti en 1986.

"[Robert Ménard] a plutôt intérêt à agir avec le FN à Béziers. Il l'aura [le FN, NDLR] dans les pattes s'il continue à nous dénigrer de la sorte", avertit Louis Aliot au "Monde". La tête de liste du FN dans le sud-ouest pour les élections européennes tiendra justement un meeting à Béziers, avec Marine Le Pen, vendredi 9 mai. Mais ça sera sans Robert Ménard.

Le nouveau maire de Béziers s'est également attaché les services, comme chef de cabinet, de Christophe Pacotte, qui avait intégré en 2012 le bureau directeur du Bloc identitaire. Le maire de Béziers "ne souhaite pas réagir" aux propos de Louis Aliot, a répondu le service de presse de Béziers.

nouvelobs.com

A Suivre...
La Presse en Revue

